Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Isabelita-l-espionne-qui-a-infiltre-les-Meres-de-la-Place-de-Mai-et-qui-est-restee-dans-l-ombre-pendant-45-ans

Dictature : Révélation pour la première fois du cas d'un agent féminin de la Police Fédérale

« Isabelita », l'espionne qui a infiltré les Mères de la Place de Mai et qui est restée dans l'ombre pendant 45 ans

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 18 août 2022

Description :

« Isabelita », l'espionne qui a infiltré les Mères de la Place de Mai et qui est restée dans l'ombre pendant 45 ans.ta », la espía que estuvo infiltrada en Madres de Plaza de Mayo y lleva 45 años en las sombras. Grace à qui, comment et pourquoi a-t-elle été couverte pendant 45 ans ? (...) Luciana Bertoia

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Sur la base de son dossier, d'autres documents et de témoignages, Página/12 reconstitue l'histoire de la femme connue sous le nom d' « *Isabelita* », qui était membre du ***Cuerpo de Informaciones de la Policia Federal Argentina (PFA)*** et qui, pendant la dictature, s'est infiltrée dans les familles des détenus-disparus afin de leur soutirer des informations. Les suspicions portent sur sa responsabilité présumée dans les enlèvements à l'église de la Santa-Cruz. Pendant la période de démocratie, elle a continué à espionner les organisations politiques et, en 1997, elle est devenue l'un des responsables de l'École Fédérale de Renseignement.

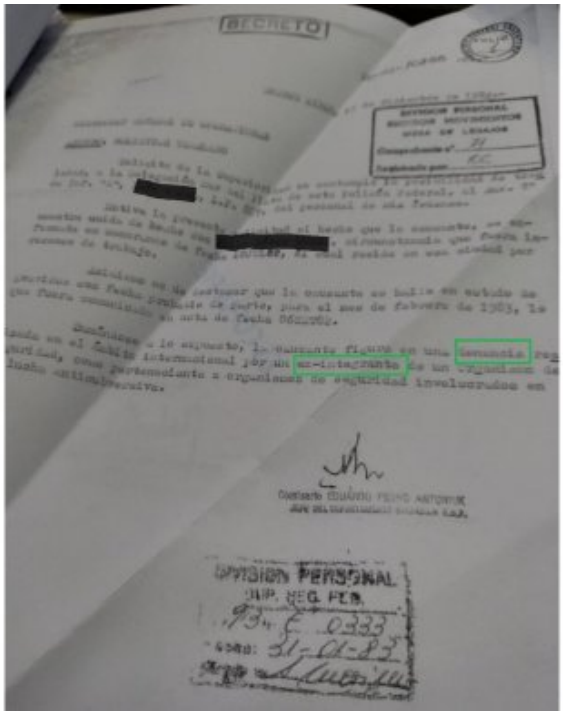
Pendant des décennies, le visage enfantin du marin **Alfredo Astiz** a été le visage de la trahison après qu'il se soit fait passer pour le frère d'un détenu disparu afin de se fondre dans la masse des familles qui cherchaient désespérément à savoir ce qu'il était advenu de leurs proches. Mais Astiz n'était pas le seul membre des forces répressives ou des Services de renseignement à s'adonner à de telles missions. Une femme aux yeux et aux cheveux bruns - membre de l'obscur corps d'Information de la PFA - a également infiltré les **Mères de la Place de Mai** pour soutirer des informations aux femmes qui exigeaient de la dictature que leurs fils et leurs filles apparaissent vivants, selon ce que on a pu reconstituer de son dossier, qui est en possession des Tribunaux Fédéraux. Plus de 45 ans après l'infiltration, l'histoire de cette femme - qui a occupé des postes élevés dans la structure de renseignement de la PFA - est restée dans l'ombre. Jusqu'à maintenant.

Cette femme était connue sous le nom d'*Isabelita* au sein de l'PFA - son véritable nom n'est pas divulgué afin de ne pas entraver les enquêtes judiciaires. Elle est entrée à l'*Ecole de renseignement en* mars 1969, peu après son 21ème anniversaire. À l'époque, elle vivait avec ses grands-parents dans une villa de la partie ouest de la banlieue de Buenos Aires. Depuis qu'elle avait fini le Baccalauréat Commerciale à Morón, elle enseignait l'anglais pour gagner sa vie. Elle rejoint le Corps de renseignement sur la recommandation d'un chef du ***Departamento de Informaciones Policiales Antidemocráticas (DIPA)***, une agence qui a été dissoute en 1973 par décision du Gouvernement péroniste et dont les membres ont été transférés aux Départements de Renseignement de la ***Superintendencia de Seguridad Federal (SSF)*** Le chef -qu'*Isabelita* présentait comme un oncle- s'est reconverti au fil des ans en membre civil d'un autre corps redoutable : le ***Batallón de Inteligencia 601***.

Pendant les années de la dictature, cette femme a fait carrière au sein des *Services de renseignement*. Entre 1976 et 1979, elle a fait carriere dans le « *Cuerpo de Informaciones* ». Entre 1976 et 1979 et pasé par la « *División Central de Reunión* », la « *Dirección General de Inteligencia* », el « *Departamento de Asuntos Subversivos* », el « *Departamento de Asuntos Gremiales* y el *Departamento de Situación* ». En juillet 1977, elle a reçu des félicitations pour son travail dévoué et, en 1978, elle a suivi un cours de spécialisation en renseignement. Elle a également profité de l'occasion pour étudier les Sciences de l'Education à la Faculté de Philosophie et de Littérature de l'Université de Buenos Aires (UBA) et a entamé une relation avec un technicien en électricité qui servait comme personnel civil dans un autre service de renseignement - le *Bataillon 601.* Elle l'a signalé à ses supérieurs en juillet 1982, conformément aux règles régissant la vie des membres du Corps des renseignements.

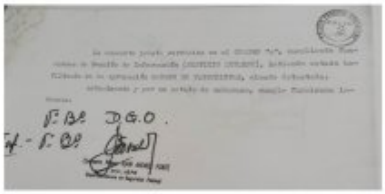
Son partenaire ayant été affecté à la ville de Mar del Plata, Isabelita a demandé l'autorisation de travailler dans la délégation de la PFA dans cette ville balnéaire. Il y avait une raison supplémentaire : elle était enceinte et allait bientôt accoucher. En décembre 1982, le commissaire Eduardo Pedro Antoniuk a demandé à ses supérieurs de cet agent, qui jouissait d'une bonne réputation au sein du Corps des renseignements. Antoniuk a donné une raison supplémentaire : « Elle a été citée dans une plainte internationale en tant que membre d'organisations de sécurité impliquées dans la lutte anti-subversive, plainte déposée par un ex membre d'organisation de sécurité ».

Copyright © El Correo



Elle demande à être transféré à Mar del Plataet indique qu'elle fait l'objet d'une plainte déposée à l'étranger.

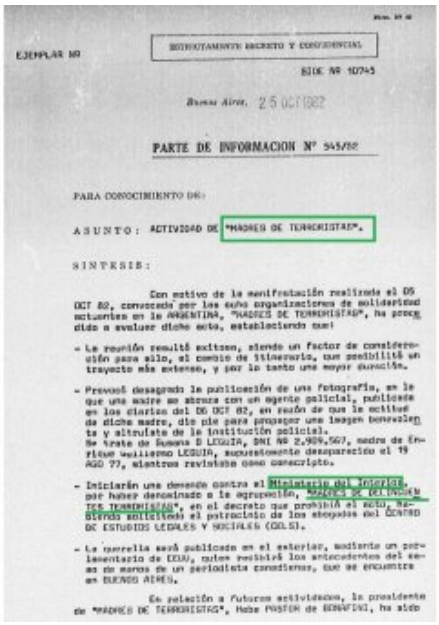
En d'autres termes, son patron a compris qu'un changement d'air lui servirait non seulement pour des raisons familiales mais aussi pour la soustraire aux feux de la rampe. Immédiatement, dans le dossier de cette femme, est apparue une autre certification signée par Juan Andrés Fonte, le Commandant en Second de la SSF : « La demanderesse sert dans le cadre 'A', remplissant des fonctions de Collecte d'Informations (service externe), ayant été infiltrée dans le groupe MADRES DE TERRORISTAS, et ayant été détectée. Actuellement, en raison de sa grossesse, elle exerce des fonctions internes ».



Confirmation qu'elle a infiltré les Madres

Le dossier ne laisse guère de doute sur le fait que cette femme avait infiltré les Mères de la Place de Mai. Si des questions subsistaient, un rapport du ***Secretaría de Inteligencia del Estado (SIDE)*** - déclassifié **pendant l'intervention de Cristina Caamaño** - les éclaircit. Le 5 octobre 1982, les Mères ont participé à une mobilisation vers la Plaza de Mayo. Un agent de la PFA a profité de la scène pour faire semblant d'embrasser l'une des Mères, Susana Leguía. L'officier de police **Carlos Enrique Gallone** a réussi à se faire prendre en photo. Son image est apparue à la une du journal *Clarín*, parmi d'autres médias, en guise de geste de réconciliation. La SIDE a suivi de près ces événements. Dans un rapport, les espions ont indiqué que la photo avait provoqué une vive émotion au sein de l'organisation de défense des droits de l'homme, mais ont ajouté une information supplémentaire : la marche avait été interdite par le Ministère de l'Intérieur - dont dépendait la PFA - et le décret désignait le groupe comme « *Mères de délinquants terroristes* ». Un nom très similaire à celui qui figurait dans le dossier d'Isabelita, il s'agissait

donc probablement de celui utilisé par la PFA.



EJEMPLAR Nº

ESTRICTAMENTE SECRETO Y CONFIDENCIAL

SIDE Nº 10745

Buenos Aires, 25 OCT 1982

PARTE DE INFORMACION Nº 545/82

PARA CONOCIMIENTO DE:

ASUNTO: ACTIVIDAD DE "MADRES DE TERRORISTAS".

SINTESIS:

Con motivo de la manifestación realizada el 05 OCT 82, convocada por las ocho organizaciones de solidaridad actuantes en la ARGENTINA, "MADRES DE TERRORISTAS", ha procedido a evaluar dicho acto, estableciendo que:

- La reunión resultó exitosa, siendo un factor de consideración para ello, el cambio de itinerario, que posibilitó un trayecto más extenso, y por lo tanto una mayor duración.

- Provocó desagrado la publicación de una fotografía, en la que una madre se abraza con un agente policial, publicada en los diarios del 06 OCT 82, en razón de que la actitud de dicha madre, dio pie para propagar una imagen benevolente y altruista de la institución policial.
Se trata de Susana D LEGUIA, DNI Nº 2.909.567, madre de Enrique Guillermo LEGUIA, supuestamente desaparecido el 19 AGO 77, mientras revistaba como conscripto.

- Iniciarán una demanda contra el Ministerio del Interior, por haber denominado a la agrupación, "MADRES DE DELINCUENTES TERRORISTAS", en el decreto que prohibió el acto, habiendo solicitado el patrocinio de los abogados del CENTRO DE ESTUDIOS LEGALES Y SOCIALES (CELS).

- La querella será publicada en el exterior, mediante un parlamentario de EEUU, quien recibirá los antecedentes del caso de manos de un periodista canadiense, que se encuentra en BUENOS AIRES.

En relación a futuras actividades, la presidente de "MADRES DE TERRORISTAS", Hebe PASTOR de BONAFINI, ha sido

La SIDE déclarant que le ministère de l'Intérieur les appelait « Mères de délinquants terroristes »

Un agent indiscret

Un an avant qu'Isabelita ne demande son transfert à Mar del Plata, **Luis Alberto Martínez** [1] a été arrêté en Suisse. Avec un groupe d'agents du Bataillon 601, il tentait de recueillir la rançon pour enlèvement extorquée à la famille d'un homme d'affaires argentin. Martinez - dit « *Japonés* » - a fait une longue déclaration à la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) en juillet 1981. Dans ce témoignage, il a mentionné les centres clandestins, les zones libérées et certaines de ses missions en tant que membre de la SSF, où il a fait rapport sur les *affaires syndicales et les affaires étudiantes*. En d'autres termes, il a participé à l'espionnage des syndicats et des universités.

Devant la FIDH, Martínez a déclaré que la PFA était impliquée dans les enlèvements de l'église de la Santa Cruz lorsque les escadrons de la dictature ont enlevé trois fondatrices des Mères de la Place de Mai et les religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet.

« Les Mères de la Place de Mai avaient été infiltrées par une femme, Isabelita, du *Corps Auxiliaire de Renseignements*, rattaché à la Sécurité Fédérale », a déclaré Martínez en 1981

Il a décrit Isabelita comme une femme qui portait ses longs cheveux en queue de cheval jusqu'à la taille et, selon les souvenirs de Martínez, cette femme prétendait avoir un frère disparu - tout comme Astiz. Selon Martínez, lui et d'autres membres de la PFA ont dû aller chercher les affaires d'Isabelita après les enlèvements dans une pension de famille que la Curie avait dans les rues Viamonte, Paraná et Montevideo. Il a dit qu'elle vivait là avec les religieuses françaises.

En fait, l'Église ne possédait pas de propriété dans cettezone, mais il y avait une pension pour femmes à Viamonte 1596, qui pourrait être le lieu auquel Martínez faisait référence. D'après ce que l'on sait, Léonie a vécu à Castelar, tandis qu'Alice a alterné entre différents endroits - comme cela a été reconstitué dans le livre de Frédéric Santangelo

« Se taire serait lâche ». Au-delà de ce qui semble être des inexactitudes, la déclaration de Martínez est sans doute la raison pour laquelle les supérieurs d'Isabelita lui ont suggéré de déménager à Mar del Plata.

Déclaration de l'officier Luis Alberto Martinez

Les liens avec la Marine

Comme l'ont prouvé les tribunaux, les enlèvements des douze personnes de l'Eglise de la Santa Cruz - qui ont eu lieu entre le 8 et le 10 décembre 1977 - étaient entre les mains de la Marine. La version que le journaliste Uki Goñi reprend dans son livre « *Judas* » c'est que **Alfredo Astiz** a précipité l'opération par peur d'être reconnu. Goñi affirme même que des soupçons avaient commencé à poindre parmi ceux qui se réunissaient à Santa Cruz au sujet de la fille qui accompagnait Astiz. C'était logique : la fille était une victime d'enlèvement qui avait été forcée d'accompagner le marin dans son infiltration.

Dans la force opérationnelle de la Marine, il y avait des membres de la PFA, mais dans tous les cas, ils étaient membres de la zone d'opérations. Un survivant de l'ESMA rappelle qu'il n'y avait aucun lien entre le service de renseignement du **Groupe de Travail 3.3.2** et la PFA. La déconnexion était telle qu'à un moment donné, les marines ont soupçonné qu'ils poursuivaient la même proie que les agents fédéraux et ont dû envoyer le sergent Juan Carlos Linares simuler une rencontre fortuite dans la zone de coordination fédérale avec une connaissance de la PFA pour vérifier les informations. L'une des possibilités est qu'Astiz et Isabelita aient tous deux fréquenté les groupes des familles de disparus sans qu'il y ait de coordination entre eux.

Jorge *Tigre* Acosta, le chef des services de renseignement du groupe de travail (escadron de la mort) opérant à l'ESMA, a reconnu qu'au moins depuis août 1977, ils avaient mis en place une surveillance des organisations de solidarité - lire les organisations de défense des droits de l'homme. Dans une déclaration, Acosta a indiqué que ces informations étaient partagées par la communauté du renseignement - c'est-à-dire les services de renseignement des différentes forces - et a mentionné l'existence d'une directive nationale visant ceux qui cherchaient à savoir ce qu'il advenu de leurs proches disparus.

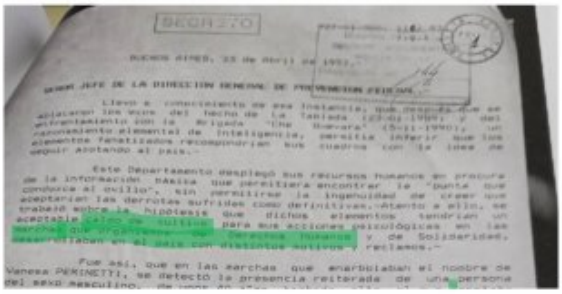
Pas si démocratique que ça

Lorsque la démocratie est arrivée, Isabelita a continué à progresser dans sa carrière. En décembre 1983, elle est devenue membre du Département pour la Protection de l'Ordre Constitutionnel - le redouté POC. Après l'assaut à la caserne de La Tablada en janvier 1989, le procureur général de l'époque, Andrés D'Alessio, a mis en place un groupe d'agents de renseignement de la PFA pour enquêter sur le Movimiento Todos por la Patria (MTP) . Elle était

l'une des personnes choisies par l'ancien juge du procès aux Juntas.

Au cours de ces premières années de démocratie, le Service de Renseignement de la PFA s'est consacré à suivre les organisations qui, selon eux, prônaient la violence politique. « Après que les échos de l'événement de La Tablada (janvier 1989) et de la confrontation avec la *Brigade Che Guevara* (novembre 1990) se soient estompés, un raisonnement élémentaire de renseignement permettait de déduire que les éléments fanatiques recomposeraient leurs cadres avec l'idée de continuer à attaquer le pays », lit-on dans un rapport qui fait partie du dossier de Isabelita.

« Nous avons travaillé sur l'hypothèse que ces éléments disposeraient d'un terreau acceptable pour leurs actions psychologiques dans les manifestations que les organisations de défense des droits de l'homme et de solidarité organisaient dans le pays avec différents motifs ou revendications », poursuit le rapport, qui précise que pour les services de renseignement, comme pendant la dictature, le mouvement des droits de l'homme est présenté comme un ennemi à craindre et à espionner.


SECRETO

Les organisations de défense des droits de l'homme comme suspects en pleine démocratie

Dans le cadre de ces tâches, les agents de renseignement de la PFA ont suivi les personnes qui prétendaient être membres de l'***Organización Revolucionaria del Pueblo (ORP)*** jusqu'à provoquer une série de chutes. Parmi les personnes ciblées par les espions fédéraux figure Oscar Kuperman, qui a été suivi, par exemple, lors des **Rondes du jeudi** des Mères de la Place de Mai. Lorsque la maison de Kuperman a été perquisitionnée, il a été rapporté que ses journaux intimes montraient qu'il entretenait des relations « personnelles, idéologiques et partisanes » avec des organisations de solidarité et de défense des droits de l'homme.

En 1997, *Isabelita* intègre l'*École Fédérale de Renseignement*, par laquelle sont passés d'autres espions célèbres de la PFA, comme Américo Balbuena, « el *pluma* » [plume] qui a infiltré *l'Agence de Communication Alternative Rodolfo Walsh*. Avec l'arrivée du gouvernement de Néstor Kirchner, cette femme agent a demandé à être libérée de ses fonctions.

Pour être enquêté

En 2013, la Ministre de la Sécurité de l'époque, Nilda Garré, a dénoncé *Isabelita* pour sa responsabilité présumée dans les enlèvements de l'église de la Santa-Cruz après que le *Grupo Especial de Relevamiento Documental (GERD)* ait analysé son dossier. La présentation a été faite devant le tribunal où se tenait le méga procès de l'ESMA. Après une série de mesures, le juge Sergio Torres a partiellement clôturé la procédure car il n'a pas pu prouver que cette femme avait fait partie des opérations de décembre 1977. Cependant, il a compris que, d'après son dossier, il était clair qu'elle aurait pu être impliquée dans des crimes contre l'humanité et a envoyé la

Copyright © El Correo

documentation au juge Daniel Rafecas - qui enquête sur les crimes commis dans le cadre du premier corps d'armée - ainsi qu' au bureau du procureur général.

Jusqu'à présent, l'histoire de Isabelita est restée dans l'ombre, contrairement à celle des autres membres du *corps d'information de l'PFA*. L'agence s'est retrouvée sous les feux de la rampe après le succès de la **série TV** *Iosi* - qui raconte, à partir d'une enquête des journalistes Miriam Lewin et Horacio Lutzky, comment José Pérez a passé quinze ans à infiltrer la communauté juive.

« Tous les faits liés au terrorisme d'État doivent faire l'objet d'une enquête et être éclaircis par la justice argentine », déclare la procureure María Ángeles Ramos, chef du ***Procuraduría de Crímenes Contra la Humanidad (PCCH)***, interrogée sur l'activité d'Isabelita pendant les années de la dictature.

« Il est crucial d'enquêter sur sa participation aux événements de la dictature », déclare Horacio Pietragalla Corti, le secrétaire national aux droits de l'homme. « Cette affaire montre également que ce que le mouvement des droits de l'homme a toujours dénoncé, était vrai : la continuité des pratiques de la dictature durant la démocratie. L'impunité a permis que cela se produise », ajoute-t-il.

Paula Litvachky, directrice exécutive du **Centre d'études juridiques et sociales (CELS)**, a adopté une position similaire. « Ce que l'on a appris sur Isabelita est utile pour mieux comprendre le fonctionnement de la structure secrète de la PFA et pour réaffirmer la nécessité d'une enquête exhaustive sur son fonctionnement pendant la dictature et durant les années qui ont suivi », a-t-elle déclaré à ce journal. "La continuité des agents secrets qui ont eu quelque participation dans l'appareil répressif et les pratiques d'infiltration pour des raisons politiques exigent l'ouverture des archives et des enquêtes parce qu'il n'est pas raisonnable qu'après toutes ces décennies, il soit pratiquement impossible de reconstituer leur participation au terrorisme d'État et ses règles et son organisation depuis le retour de la démocratie", exige la responsable du CELS.

Luciana Bertoi pour **Página 12**

Página 12. Buenos Aires, le 16 août 2022

***Luciana Bertoia**) Politologue et journaliste argentin spécialisé dans la justice et les droits de l'homme].
COMPLEMENT D'INFORMATION
LE SECRETAIRE AUX DROITS DE L'HOMME A DEMANDE UNE ENQUETE POUR SAVOIR SI L'INFILTREE DE MADRES
A PARTICIPE AUX ENLEVEMENTS DANS L'EGLISE DE LA SANTA -CRUZ **(La Secretaría de Derechos Humanos pidió que se investigue si la infiltrada en Madres participó de los secuestros en la Iglesia de la Santa Cruz)** La SDH a demandé une enquête pour savoir si l'agent connu sous le nom d'*Isabelita* était impliqué dans les crimes qui ont eu, en 1977, comme victimes les trois fondatrices de Madres de Plaza de Mayo, les deux religieuses françaises et sept autres militants. En parallèle, le ministre de la Sécurité, Aníbal Fernández, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'espionne qui a été membre du corps de renseignement de la police fédérale pendant plus de 30 ans.
Corps d'information de la PFA **L'AFFAIRE ISABELITA, L'AGENT INFILTRÉ DANS LES MERES DE LA PLACE DE MAI** POURQUOI EST-IL SI DIFFICILE DE JUGER LES ESPIONS DE LA DICTATURE ? **(El caso Isabelita, la agente infiltrada en las Madres : ¿Por qué es tan difícil juzgar a los espías de la dictadura ?)** L'appareil de renseignement était le cerveau du terrorisme d'État, mais ses agents parviennent à échapper à la justice grâce à une structure juridique toujours en vigueur. Des fonctionnaires et des référents en matière de droits de l'homme réfléchissent à sur la manière d'avancer dans le processus de mémoire, de vérité et de justice.

L'HISTOIRE D'UNE FAMILLE PERSÉCUTÉE PAR LE TERRORISME D'ÉTAT (L'histoire d'une famille persécutée par le terrorisme d'État)

Copyright © El Correo

RAQUEL CAMPS : « J'AI BON ESPOIR QUE BRAVO SOIT EXTRADE »

.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diaspora. Paris le 18 août 2022

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une oeuvre de **www.elcorreo.eu.org**

---

[1] **Luis Alberto Martínez** (alias *Japonés*), membre de la PFA. Inculpé en tant que membre d'un groupe de taches (escadron) du CCD *Superintendencia de Seguridad Federal*, Capital Federal, dossier 3674 de la CONADEP